

LES REPRESENTATIONS DU TRAVAIL CHEZ LES JEUNES DANS

L'ARGENTINE DES ANNEES 90¹

Par Luciano ANDRENACCI, Gabriel KESSLER et Maristella SVAMPA
Universidad Nacional de General Sarmiento

INTRODUCTION

Pendant à peu près un siècle, un trait marquant de la société argentine a été la croyance en une mobilité sociale ascendante. Réalité et mythe y ont façonné un imaginaire social où la foi dans un progrès indéfini et l'idée d'une destinée nationale de grandeur ont rendu compte de l'exceptionnalité argentine dans le contexte latino-américain. Autant l'élite dirigeante à l'époque de la république conservatrice que les premiers gouvernements radicaux qui lui ont succédé ont fait de cet imaginaire un moyen capable de dissoudre les conflits sociaux. Cette tendance vers une société "socialement démocratique" était partagée à l'époque par d'autres "pays nouveaux" dont les États-Unis, le Canada ou l'Australie.² L'imaginaire ainsi construit par le pays de sa réalité économique, sociale, et même ethnique, cherchait à l'éloigner des représentations typiques d'autres pays où l'hétérogénéité structurelle se combinait avec des fortes distances ethniques et culturelles. En Argentine la référence centrale à la classe moyenne, culturellement ainsi qu'ethniquement homogène, incarnait cet imaginaire dominant. À tel point que l'on pourrait bien dire que cet imaginaire de progrès social a été non seulement constitutif du lien social, mais, plus spécifiquement, qu'il a cimenté l'identité des couches moyennes par le biais de cette image d'une société intégrée.

La modification de taille que le premier régime péroniste (1946-1955) introduit dans cette représentation sociale a comporté bien plus une variation de degré qu'une de nature: l'extension des droits sociaux et de l'ampleur des institutions de protection sociale. Le développement et la consolidation du modèle "national-populaire" a constitué ainsi un tour-de-vis du mythe de la société intégrée. Mais vers la fin de la dernière dictature militaire (1976-1983) l'apparition de phénomènes de pauvreté et l'augmentation des inégalités mettront rapidement en cause cette représentation. L'Argentine, qui avait "découvert" stupéfaite les classes travailleuses un 17 octobre 1945, "découvre" avec la même stupéfaction l'extension de la pauvreté dans les années 1980. Ce changement d'images se déchaîne avec les "saccages" populaires survenus dans le contexte de l'hyperinflation, en mai 1989 : des événements qui relèvent de la fin d'un modèle d'intégration sociale et, avec lui, de l'imaginaire d'intégration qui alimentait très spécialement les couches moyennes³.

¹ Dicho artículo fue publicado en B.Lamotte y A.Mounier, *Transformations du travail et croissance économique*, Col. Travail et Mondialisation, Paris, L'Harmattan, 2002

² Véase SÁBATO, Jorge : *La clase dominante en la Argentina moderna. Formación y características* ; Buenos Aires, CISEA-GEL, 1988.

³ Voir MARTUCCELLI, D. et SVAMPA, M. : *La Plaza Vacía. Las transformaciones del peronismo* ; Buenos Aires, Losada, 1997.

Le contexte de plein emploi que l'Argentine a connu entre les années 1940 et la moitié des années 1970 avait contribué à consolider ces représentations, malgré des changements dans le marché de travail que l'on pouvait déjà repérer. En effet, même si pendant ladite période on registre une forte corrélation entre développement industriel et croissance de l'emploi salarié (40%), depuis 1960 il y a une claire stagnation de l'emploi industriel. D'un autre côté, le taux de salarisation ne dépasse, en 1975, le 70 % de la population active. Le taux de travail à son compte augmente dans tous les secteurs, à son tour, pour passer de 8 % en 1947 à 16 % en 1980. Certes, les travailleurs à leur compte montrent en Argentine des caractères distinctifs par rapport à la forte association avec pauvreté et marginalité typique d'autres pays latinoaméricains. Ils sont, en général, des petits entrepreneurs ou des travailleurs autonomes, dont les revenus et les traits culturels relèvent plutôt des classes moyennes. Si la croissance du secteur peut être interprétée comme variable d'ajustement des déséquilibres dans le marché du travail, il n'est pas moins vrai que ce même phénomène peut être lu comme la conséquence d'un marché de plein emploi offrant aux travailleurs l'alternative d'une insertion indépendante⁴. Depuis les années 1980, cependant, l'alternative disparaîtrait, en tant que telle, pour devenir une sortie vers des situations marquées par la vulnérabilité et la précarisation.

Certes la crise des années 1980 a affecté à la presque totalité des pays latinoaméricains : hyperinflation, multiplication et crise de la dette, forte augmentation des inégalités sociales, processus sur lesquels faut-il ajouter l'impact additionnel des ajustements néolibéraux. Pourtant, ce qui est novateur dans le cas argentin c'est que ces transformations supposent non seulement l'appauvrissement croissant d'individus et de foyers appartenant à l'ainsi appelée pauvreté structurelle, mais aussi des processus de chute et d'invalidation sociale de secteurs moyens et moyens-bas. Une distribution relative du revenu clairement régressive – favorisée par l'élimination des négociations collectives et la chute des salaires⁵ – et des transformations de l'emploi relevant d'une nette dégradation – augmentation de l'informalité et précarisation rapide de catégories professionnelles ainsi que des branches entières de l'économie⁶ – finissent par reconfigurer cette structure sociale argentine auparavant appuyée sur l'expansion des couches moyennes. La polarisation et l'hétérogénéité sont les résultats les plus visibles de cette mutation de la structure sociale⁷.

⁴ PALOMINO, Héctor y SCHVARZER, Jorge: "El mercado de trabajo en Argentina. Del pleno empleo al colapso", *Revista de la UBA*, año II, n 4, Mars 1996.

⁵ Seulement en 1976 la chute du salaire minimum a touché le 50 %. Voir BECCARIA, Luis : "Cambios en la estructura distributiva, 1976-1990" ; in MINUJIN, Alberto (éditeur) : *Cuesta Abajo. Los nuevos pobres: efectos de la crisis en la sociedad argentina* ; Buenos Aires, Unicef-Losada, 1993 ; p. 101.

⁶ La chute du salaire n'a pas le même impact pour toutes les catégories et les branches du salariat. Les plus touchés seront les travailleurs peu qualifiés, ceux du secteur public et ceux des branches industrielles les moins dynamiques. Voir MINUJIN, Alberto : "En la rodada" ; in *Cuesta Abajo* ; op. cit. p. 21.

⁷ Voir "En la rodada" op. cit. Et, dans le même volume, MURMIS, Miguel et FELDMAN, Silvio : "La heterogeneidad social de las pobrezas" ; pp. 45-93. Pour J. Villarreal, le processus militaire aurait inversé l'ancienne équation d'une société hétérogène dans le sommet et relativement homogène dans la base, unifiant et concentrant les classes dominantes, et fragmentant les classes populaires. Voir VILLARREAL, Juan : "Los hilos sociales del poder" ; in AA.VV. : *Crisis de la dictadura argentina* ; Buenos Aires, Siglo XXI, 1985 : pp. 197-283.

Le revenu moyen de l'ensemble de la population a tombé de 40 % au cours des vingt dernières années. Le total de "nouveaux pauvres" dans la région métropolitaine de Buenos Aires a passé de 4,2 % en 1980 à un pic de 23,3 % en 1989, pour se stabiliser depuis lors entre 10 et 15 %⁸. Ce processus se reflète aussi bien dans la distribution du revenu par foyer entre 1974 et 1989. Le 30 % de foyers aux revenus les plus bas passe d'expliquer 12,4 % du revenu du total des foyers du pays à n'expliquer que 7,3 % en 1989. Le 60 % des foyers aux revenus moyens passent de 60,7 % du total des revenus en 1974 à 51,1 % en 1989. Le 10 % de foyers aux revenus les plus hauts concentrait 27 % du revenu en 1974, tandis qu'en 1989 ils concentraient 41,7 %⁹. Le salaire réel de 1993, finalement, représente moins de la moitié que celui de 1975¹⁰.

La mise en cause des modalités de l'intervention de l'État et la consolidation d'un nouveau type de rapports entre celui-là et le marché avaient été des axes centraux du programme économique et social de la dernière dictature (1976-1983). Mais la crise de l'État "social" n'acquiert des caractères dramatiques qu'avec la présidence de Raúl Alfonsín (1983-1989), lorsque la crise fiscale et l'inflation finissent par épuiser les marges d'action du gouvernement. La crise de gouvernabilité qui suit générera de son propre poids un nouvel accord entre différents acteurs sociaux quant à l'épuisement définitif du modèle de développement. Ce sera le point de départ d'une nouvelle coalition entre une partie importante des acteurs économiques et le parti *Justicialista* du successeur d'Alfonsín, le président Carlos Menem (1989-1999). Le programme de transformation économique de cette coalition, qui dominera la décennie de 1990, sonnera le dernier glas du modèle "national-populaire", pour contribuer à enterrer ensuite les images et représentations de la société intégrée.

Le "renouveau économique" des années 90 s'est accompagné de une montée du chômage auparavant inconnue en Argentine. Les changements subi par le marché de travail dans ce decennie prennent racine dans les processus de désindustrialisation commencé les années 70. Cependent, comme signale M.F. Schapira¹¹, ce sont les mesures d'ajustement (plan de convertibilité, ouverture économique, privatisations massive, réforme de l'Etat) engagées de maniere brutale par le gouvernement de C. Menem à partir de 1991 qui provoquent des suppressiones massives d'emplois dans la fonction publique, le développement de la précarité au coeur même du salariat et la forte croissance du chômage qui passe de 6 % en 1991 à 18 % en 1995.

Toutefois, les transformations du marché du travail argentin ont de conséquences encore plus importantes que ne le laisse voire la brutale hausse du chômage. Une des caracteristiques nouvelles est l'ampleur de l'instabilité dans des relations de travail. En

⁸ MINUJIN, Alberto et KESSLER, Gabriel : *La nueva pobreza en la Argentina* ; Buenos Aires, Planeta, 1995.

⁹ BECCARIA, Luis : "Distribución del ingreso en la Argentina. Explorando lo sucedido desde mediados de los setenta" ; in *Desarrollo Económico* no. 123 ; Buenos Aires, 1991 ; pp. 319-338.

¹⁰ AZPIAZU, Daniel et NOCHTEFF, Hugo : *El Desarrollo Ausente* ; Buenos Aires, Tesis-Norma, 1994 ; p. 8.

¹¹ SCHAPIRA, M-France: "Buenos Aires, declin des classes moyennes, crise de l'espace public", in *Colloque International "Villes du XXIe siècle. Entre villes et métropoles: rupture ou continuité?"*, la Rochelle, 19,20,21 octobre 1998.

effet, les lois de flexibilisation (1993) ont favorisé et légitimé la multiplication des contrats précaires, la diminution de protections sociales et l'intégration des plus pauvres dans des programmes du type *welfare* (Plan Trabajar, Plan Barrios) sans aucune protection sociale.¹² Désormais, l'instabilité ne peut plus être considérée comme une anomalie conjoncturale du marché du travail: elle commence à être une caractéristique structurale des emplois. Et ce sont sans doute les jeunes qui entrent dans le marché du travail, les plus touchés par l'instabilité de l'insertion professionnelle. En plus, la précarité ne touche plus seulement des activités peu qualifiées mais aussi des travaux qualifiés traditionnellement stables, comme ceux qui occupent les diplômés universitaires.

On observe en Argentine deux processus de précarisation qui, juxtaposés, provoquent des changements dans toute la structure sociale. Dans les années 80, un processus de "*instabilité des stables*" comme celui que R. Castel¹³ a signalé par le cas français, incarné par les "nouveaux pauvres". Dans les années 90, la "*stabilisation de la instabilité*" c'est-à-dire, un changement structurel dans les relations de travail dont l'impact est la pierre d'achoppement de la question sociale argentine du fin de siècle.

Dans cette communication nous nous proposons d'analyser les transformations opérées, sur le plan des représentations sociales du travail, dans une des tranches de la population qui subit en plein fouet les conséquences centrifuges de la crise d'intégration des rapports salariales : les jeunes.

En effet, en Argentine les jeunes se trouvent parmi les tranches de la population les plus affectées par le chômage. En mai 1995, le mois du record historique du chômage (18%), le chômage des jeunes dans la région métropolitaine de Buenos Aires touchait 34,2 %¹⁴. En novembre 1999, les jeunes chômeurs (entre 15 et 24 ans) dupliquaient le taux national de chômage en atteignant le 27 %. Le 40% des jeunes sont aussi au-dessous de la ligne de pauvreté¹⁵. À cela faut-il ajouter que les jeunes se trouvent aujourd'hui parmi les plus touchés par les nouvelles modalités d'embauche précaire.

Plus spécifiquement, trois groupements à des caractères singuliers seront travaillés : des jeunes salariés intégrés dans des conditions qui les rendent progressivement vulnérables; des jeunes non salariés, partiellement intégrés par le biais des programmes d'insertion-emploi ; des jeunes non salariés en voie d'exclusion. L'étude de ces groupes nous permettra de rendre compte de certaines variables capables d'expliquer le processus de changement des images et des attitudes vis-à-vis du travail qui se dessinent à l'avenir de la société salariale argentine.

¹² SCHAPIRA, M- France, "Buenos Aires, déclin des classes moyennes, crise de l'espace public", op.cit.

¹³ CASTEL, Robert, *La métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

¹⁴ JACINTO, Claudia, "Políticas públicas de capacitación laboral de jóvenes. Un análisis desde las expectativas y las estrategias de los actores", pp.91-124, en *Estudios del trabajo*, Buenos Aires, Aset, número, 13, Primer semestre 1997.

¹⁵ Diario *La Nación*, 2/11/99, Consultora Equis, sur de données de l'Indec.

1. Les jeunes salariés métallurgiques

Il est connu qu'en Argentine l'intégration socio-économique des travailleurs a été accomplie pendant le premier régime péroniste, entre 1946 et 1955. Ce processus d'incorporation a été aussi bien symbolique. Le discours des nouveaux gouvernants visait à délier l'idée du progrès de l'image d'un pays agraire, pour l'associer à l'image d'une Argentine industrielle. L'idée de progrès, composante centrale de l'imaginaire social argentin, s'est dotée des nouveaux contenus, et par là, liée à des nouveaux acteurs sociaux : les travailleurs.

Le travailleur industriel était désormais au coeur de cette représentation progressiste du développement historique, identifiée à une Argentine industrielle et moderne. Cette représentation du progrès social était pourtant associée à un style de vie similaire à celui des classes moyennes. Elle peut être ainsi résumée par un cadre syndical de l'un des syndicats historiquement les plus puissants du pays, l'Union Ouvrière Métallurgique (UOM) : *"le travailleur métallurgique était un synonyme de la petite maison, la petite voiture, les enfants à l'école, une fois par mois la sortie au restaurant, rien d'autre. Quelque chose de complètement élémentaire"*. Dans son expression minimale et en même temps plus universalisable, la fierté d'être un travailleur métallurgique était associée avec un style de vie et une aspiration à la consommation, renvoyant autant au travail qualifié qu'aux conquêtes économiques du secteur obtenu dans la belle époque du syndicat.

Le travailleur métallurgique était, jusqu'à il n'y a pas longtemps, le porteur d'une identité sociale très solide, fortement ancrée sur la valorisation de la culture du travail, la fierté syndicale et une vocation politique péroniste. Or même si c'est parmi ces mêmes travailleurs métallurgiques que l'on peut trouver certains éléments communautaires et classistes de la conscience ouvrière en Argentine, il n'y a pas eu une prédominance de celle-ci sur les autres dimensions. L'existence d'une immigration étrangère, mais surtout d'une migration interne, et l'absence de véritables familles ouvrières (c'est-à-dire deux ou trois générations socialisées dans une conscience classiste), n'ont pas permis une véritable consolidation. D'ailleurs, si l'on regarde de manière retrospective, la brièveté historique de la phase industrielle en Argentine fait de l'expérience des anciens travailleurs plutôt une parenthèse entre deux générations. Enfin, une importante mobilité géographique et professionnelle, ainsi que la forte empreinte de l'imaginaire des classes moyennes, ont probablement empêché l'émergence d'une véritable communauté populaire, avec un style de vie spécifique – autrement dit, la constitution d'un groupe social fermé et hautement combatif, comme c'est le cas paradigmatique de la classe ouvrière anglaise. En ce sens, l'expérience du travailleur métallurgique articulait, de manière emblématique, trois dimensions : culture du travail, conscience politique péroniste et fierté syndicale, sans qu'aucune d'entre elles se soit véritablement imposée ou annulée. Les primautés parmi ces trois dimensions que l'ont pourrait établir pour la période des années 1950 à la fin des années 1980 sont bien plus temporelles que structurelles.

En somme, même s'il n'est pas possible de conscience de classe en sens stricte, c'est particulièrement chez les travailleurs métallurgiques que la culture du travail a trouvé sa plus haute expression historique. C'est donc un processus d'érosion identitaire assez spécial celui qui atteint le groupe social ayant représenté d'un côté le maximum d'intégration sociale et économique réussi par la classe travailleuse en Argentine, et d'un autre côté la plus grande expression historique d'une culture ouvrière du travail. Nous essayerons de tracer ce processus dans le cas des jeunes travailleurs des entreprises métallurgiques¹⁶.

Une première distinction doit être opérée entre les stratégies de ressources humaines dans les entreprises d'installation récente et celles dans les entreprises plus anciennes. Dans les entreprises métallurgiques d'installation récente, on a pu constater une politique de préférence générationnelle, qui oriente l'incorporation de travailleurs vers des jeunes, très peu qualifiés et avec très peu voire aucune expérience de travail. Les arguments en faveur de cette politique soulignent le fait que les jeunes, malgré leur manque de qualification, sont plus flexibles que les plus âgés – ceux qui présentent plus de difficultés d'adaptation aux changements importants dans l'organisation du travail. D'autres raisons moins explicites rapportent aux bénéfices indirectes que l'entreprise peut obtenir d'un personnel très jeune, presque toujours réticent à l'action syndicale et politique. Ainsi, par exemple, dans une usine automotrice de la région métropolitaine de Buenos Aires installée depuis 1992, où nous nous sommes rendus en mars 1998, 65 % des travailleurs avaient entre 18 et 29 ans, 34,7 % entre 30 et 41 ans, et seulement 0,3 % comptait plus de 41 ans. En 1998, la moyenne d'âge était de 29 ans, un pourcentage plus élevé que celui de 1993, lorsqu'elle n'était que de 23 ans.

Cette marche en arrière semble être attribuée à la détection, par l'entreprise, des difficultés concernant les jeunes travailleurs : manque de discipline laborale, sentiment d'appartenance peu développé, méconnaissance des risques du travail – donc augmentation d'accidents – et, plus récemment, une explosion de problèmes liés à la consommation de drogue. Ceci a conduit à une mise en cause (partielle, appuyée par le syndicat) de cette politique de "préférence générationnelle". Les cadres d'entreprise parlent d'une "coupure générationnelle" due à l'absence d'ouvriers artisans et d'autres cadres avec une expérience suffisante pour occuper les rangs moyens de la pyramide laborale. Cela aurait renversé la tendance à embaucher des jeunes au profit de travailleurs plus qualifiés, âgés de 40 ans ou plus, une sorte de stratégie intermédiaire écartant les travailleurs les plus jeunes "*qui doivent encore être éduqués*" et les anciens, "*qui deviennent difficiles de rééduquer*". Les aller-retours des politiques de ressources humaines sont peut-être à la base d'une relative horizontalité de rapports entre travailleurs jeunes et vieux dans ces entreprises, horizontalité brisée seulement par les hiérarchies formelles.

¹⁶ Ce travail renvoie à deux recherches, développées entre 1996 et 1998, période pendant laquelle nous avons fait autour de 50 entretiens aux délégués et travailleurs métallurgiques, de toutes les générations, dans la banlieue Sud de Buenos Aires. Une partie de ces entretiens aux jeunes (jusqu'à 25 ans) a été faite à l'usine (10 entretiens); l'autre partie (10 entretiens) dans le siège du syndicat. Voir SVAMPA, M., "Identidades astilladas. De la Patria metalúrgica al Heavy Metal", Buenos Aires, miméo, 1998, 35p.

Dans les usines plus anciennes, le rapport "vieux-jeunes" circule par de canaux plus orthodoxes : il existe un respect généralisé envers les anciens travailleurs qui les rend, non pas seulement l'incarnation du savoir-faire, mais aussi quelquefois (avant même que les délégués syndicaux) les destinataires naturels des confidences des travailleurs les plus jeunes. De cette façon, le tissu de rapports qui se construit entre les travailleurs conduit à la reconnaissance implicite et explicite des hiérarchies professionnelles et générationnelles, au sein desquelles peuvent s'inscrire les pratiques et les valeurs.

La mutation vertigineuse vers un modèle caractérisé par la flexibilisation et la précarisation de l'emploi a d'ailleurs beaucoup moins impacté sur les anciens travailleurs métallurgiques encore actifs, toujours protégés par l'ancien cadre de régulation. Même s'ils ont subi une "chute sociale" – comparant leur situation relative actuelle avec celle d'autres époques – ils maintiennent leurs droits sociaux presque intacts, liés juridiquement aux anciennes conventions collectives. Cette situation de privilège contraste beaucoup avec celle vécue par les jeunes. Chez ceux-ci la nature même des contrats les place trop près de la zone de vulnérabilité sociale : basse qualification, risque de licenciement sans indemnisation, horizon de constante rotation dans le marché de travail.

Les jeunes entrent donc dans un monde du travail où se dessine un horizon de précarité de longue durée, sans possibilité de mobilité sociale ascendante. Ceci contribue à la cristallisation d'un rapport instrumental avec le travail. Il s'agit d'un écroulement progressif de la culture ou de la civilisation du travail, auquel les jeunes semblent être plus directement exposés. Le travail continue d'être un axe d'intégration sociale à partir duquel se constituent les supports collectifs des sujets, mais il a de plus en plus mal à devenir un principe de subjectivation déterminant. Autrement dit, le travail en tant qu'activité se sépare toujours davantage de sa dimension culturelle et identitaire¹⁷.

Les témoignages recueillis montrent l'existence de deux attitudes distinctes face à l'effacement – voire la disparition – des possibilités de mobilité sociale à travers le travail salarié : il y a ceux qui croient à l'heureuse convergence entre travail et formation professionnelle comme porte de sortie du statut du salarié ; et il y a ceux qui développent un rapport plus pragmatique avec le travail soulignant d'autres horizons de réalisation personnelle non nécessairement liés au travail.

Les premiers expriment sans doute un *ethos* proche de celui de leurs parents, dans lequel prend une place centrale la discipline dans le travail. Mais d'autres axes importants s'effacent. Si pour les vieilles générations "être ouvrier" était quelque chose de "relatif" – puisque dans le passé il était toujours possible et parfois souhaitable de sortir de l'usine pour monter un atelier indépendant – pour les héritiers *être ouvrier doit être quelque chose de nécessairement relatif*.

Dans les mots d'un jeune travailleur : *"moi, j'ai des copains ici à l'usine. Quand j'ai commencé à travailler, il y avait un copain qui est aussi fils d'un autre qui travaille ici. Il me disait 'mais tu pense étudier et travailler?' Regard, je lui ai dit, tu est technicien-mécanique ; tu fais un cours de mécanique automobile, électricité et tout ce qui a à voir*

¹⁷ Voir MÉDA, Dominique : *Le travail. Une valeur en voie de disparition* ; Paris, Aubier, 1995.

avec les bagnoles et tu verras que si tu monte un petit garage, même modeste, tu aura du boulot. C'est vrai, tu ne serais pas sûr comme ici à l'usine, mais tu seras ton propre chef, ton boss, ton ouvrier, et personne te gênera. Il a suivi mes conseils et il a commencé à étudier, lui aussi".

Chez les plus intégrés donc, reste intacte la confiance dans l'alternative du travail à son compte. L'usine continue à incarner le travail stable, mais il est essentiel de remarquer que même ceux qui croient encore à la stabilité du travail ne gardent pas l'intention de développer une carrière à l'usine. La formation professionnelle apparaît, plus que jamais, como la porte de sortie du statut de salarié.

Les facteurs qui expliquent cette exigence actuelle sont probablement deux. Le premier est que la plupart des jeunes, grâce au processus d'intégration et de mobilité sociale de leurs parents, ont expérimenté déjà un sentiment d'appartenance au grand collectif de la classe moyenne argentine, avec laquelle ils partagent un style de vie et des possibilités éducatives. Le deuxième facteur renvoie, comme nous l'avons déjà dit, aux rares possibilités de progrès économique et d'ascension sociale offerts aujourd'hui par le travail salarié. Les jeunes considèrent que, même si l'on travaille dur, ceci ne suffit plus pour progresser économiquement, comme à l'époque de leurs parents. L'usine présentant un horizon d'opportunités si limité, la capacitation et la formation professionnelle deviennent les seuls moyens capables de permettre le grand saut pour quitter définitivement l'usine.

Ceux qui développent un rapport plus pragmatique avec le travail sont également très conscients que l'horizon de possibilités s'est considérablement rétréci. Il est clair qu'ils ne sont pas à l'usine pour y rester. En général, leur situation est plus précaire que celle du groupe précédent. Parfois la tentation de faire un bon accord ("un *deal*"¹⁸) avec le patron est plus grande que la peur au chômage, surtout pour ceux qui n'ont pas des responsabilités familiales. Le travail est perçu depuis une perspective individualiste : le rôle du travail devient nettement instrumental, car il ne constitue plus le moyen privilégié d'atteindre une place digne dans la société, mais plutôt un moyen pour obtenir de l'argent et satisfaire certaines nécessités de consommation (vêtements, sortie avec les amis, jouer ou écouter de la musique). Comme le signale un jeune de 25 ans : *"si je continue, si je reste, je ne progresserai pas. Dans mon projet de vie j'espère avoir quelque chose avec la bande de musique et en finir avec l'usine. Finir avec ce qui est le boulot. Vivre de ce qui me plaît".*

La centralité qui commencent à prendre ces "industries de la subjectivité" liées à la consommation culturelle, met en relief cette dissociation vécue par les jeunes entre identité sociale et identité individuelle. Plus encore, il y a ceux qui commencent à se définir eux-mêmes par leur investissement subjectif et leur opposition aux inscriptions objectives – notamment par rapport à la politique et contre le syndicat.

Face à ce nouveau type de représentations les travailleurs qui appartiennent à la génération moyenne (30-45 ans), encore liés aux vieux cadres identitaires, glissent des appels amers aux anciennes identités collectives (les "travailleurs", les "ouvriers"), et aux traditions syndicales et politiques : la mémoire du gouvernement de Perón, mais aussi les

¹⁸ En espagnol, un "arreglo" .

luttres ouvrières des dernières décennies. En effet, l'un des plus grands reproches que la génération moyenne fait aux jeunes est que ces derniers ont dissocié l'idée des droits et de législation laborale de l'idée des luttres sociales. Et ceci, non pas seulement à cause de l'assimilation de sécurité sociale au syndicat, mais aussi à cause de la "naturalisation" des lois sociales, "comme si elles auraient toujours existé" : *"Ils oublient que les lois ont été le produit des luttres sociales. Ils l'oublient, et à l'heure d'exiger, ils font comme s'il s'agissaient de quelque chose de naturel, sans entendre les raisons"* nous raconte avec amertume un cadre du syndicat.

Dans ce même registre on peut situer l'autre conduite la plus critiquée par le syndicat et les générations moyennes : les actions violentes et inorganiques, quelque chose qui renvoie au "spontanéisme ouvrier". Comme le raconte un délégué : *"Il y a une réalité. Les jeunes s'en foutent de beaucoup de choses. Mais il faut faire attention. Lorsque les jeunes se fâchent, alors c'est difficile de les maîtriser. Je te le dis, il faut avoir une ceinture extraordinaire. Une seule fois on a pu arrêter [l'usine]. Ça a été quand ils ont envoyé des télégrammes [de licenciement] à six copains. C'était donc une grève. La veille les gosses n'y croyaient pas. Lorsqu'ils arrivent à 6 heures du matin, il y a quelques uns qui me disent 'Victor, on va aller au fond, hein? On va donner des coups de pied aux bagnoles'. Tu vois? Ils voulaient aller donner des coups de pieds!. Je dis alors 'non, les gars, ils faut penser, ce n'est qu'une grève, ce n'est rien d'autre. Tu vois ce que je veux dire?'"* Ce type de conduites s'inscrivent dans le registre de la confrontation extrême, du "tout ou rien". C'est le même travailleur qui conclut : *"ils n'ont pas de terme moyen, il n'y a pas de moyen pour leur apprendre à être mesuré"*.

L'exigence des jeunes apparaît moins liée à l'idée d'un droit (qui a structuré, au moins au niveau de l'imaginaire) les anciennes générations, qu'à un immédiatisme parfois sauvage qui caractérise leurs actions et s'exprime sous la forme d'exigences absolues.

Or, même dans les cas où les jeunes développent une "éthique du travail", la plupart des interviewés ne partage pas les représentations de leurs aînés vis-à-vis des rapports entre le travail et la consommation. Ce changement d'attitudes chez les jeunes travailleurs métallurgiques met en relief le caractère nouveau et spécifique que les processus d'individualisation adoptent aujourd'hui : une plus grande valorisation du subjectif, la distance croissante des cadres objectifs qu'autrefois dictaient les identités des sujets. Les modèles de subjectivité émergents commencent à s'éloigner des rôles sociaux et professionnelles renvoyant aux nouveaux registres de sens axés sur l'individu, dans la culture du moi. Dans certains cas, l'exigence d'authenticité, la demande d'investissement subjectif s'estompe contre les collectifs. Par exemple, les jeunes commencent à développer un type de solidarité qui souligne l'importance des liens affectifs et expressifs, mais sans que cela débouche dans la construction d'un type de solidarité dans le travail. Solidaires sur le plan affectif, égoïstes sur le plan du travail, c'est peut-être la formule qui synthétise cette attitude paradoxale.

Intégrés ou précarisés, chez les jeunes travailleurs on peut trouver un appel à une définition identitaire par la consommation culturelle, ce qui contribue davantage à dissoudre les éléments de l'ancienne culture péroniste et ceux de la "conscience ouvrière"

en tant qu'axes possibles à partir desquels il pourrait organiser une représentation collective du travail avec force d'identité sociale. Le paradigme du "travailleur métallurgique", réel ou imaginaire, peu importe, disparaît complètement face au regard impuissant et indigné des délégués et des syndicalistes.

Cette sorte d'éloignement qui s'opère vis-à-vis des cadres collectifs qui définissaient auparavant les identités individuelles, peut avoir lieu à condition que le sujet ait une inscription sociale et relationnelle effective. On doit accorder avec Castel qu'il ne peut pas avoir une construction positive du sujet sans recours aux cadres collectifs à partir desquels se définir et desquels se séparer. Cette perspective semble ouvrir deux possibilités : l'une d'elle est ledit "individualisme positif", qui caractérise ces sujets qu'aujourd'hui occupent des zones, de plus en plus étroites, d'intégration sociale ; l'autre porte référence à certaines formes d'individualisme négatif, l'un des traits des grandes régions de vulnérabilité, voire d'exclusion. Dans ce cas de figure, le poids de la définition et l'exigence d'individualité retombe sur un sujet démuné, laissé pour compte, sans les supports adéquats des structures collectives.

La plupart des jeunes métallurgiques interviewés étaient des travailleurs précarisés, avec des contrats temporaires. Puisqu'ils sont au centre d'un processus de désinstitutionnalisation, tout en conservant un lien avec des cadres objectifs de la vie sociale, ils expriment, même avec des mots provocatifs, la nécessité de se définir dans des termes plus subjectifs et expressifs, dissociés d'une culture du travail. Le travail n'est pas le centre des espoirs optimistes sur l'avenir. Le rythme du travail cesse d'augmenter à l'usine, le tissu de solidarités de travail s'affaiblit, les menaces de licenciement ou de suspensions sont de plus en plus communes, et le travail salarié finit par ne plus être associé à la possibilité d'une mobilité sociale ascendante. Cependant, même dépouillé du souvenir de la stabilité typique du monde des parents, le travail est encore là, partie de leurs vies, configurant toujours les cadres collectifs à partir desquels il devient possible une définition positive du sujet.

2. Les jeunes insérés dans des programmes d'emploi temporaire

Entre 1991 et 1993 la politique économique suivie par l'Argentine a opéré une complète transformation du fonctionnement des rapports économiques. Même si dans un premier temps la relance de l'économie a produit un certain "effet de prospérité", surtout grâce à la stabilité retrouvée de la monnaie nationale, bientôt les effets de la dérégulation des marchés, de la privatisation des services publics et de la flexibilisation du cadre juridique régulant l'emploi ont commencé à montrer des effets pervers sur la quantité et la qualité du travail salarié disponible. Ces effets deviennent visibles vers la fin de la décennie de 1980 et se multiplient pendant la décennie de 1990.

En 1990, pour la première fois dans l'histoire argentine, des politiques actives d'emploi se dessinent, par le biais des premiers programmes d'émergence pour créer de l'emploi transitoire. Ceci sera accompagné d'un effort, aux effets ambigus, de flexibilisation des règles organisant l'emploi. Les nouvelles Lois de Travail de 1993 créent

le cadre juridique nécessaire aux nouvelles modalités d'embauche, ainsi qu'un Fonds National d'Emploi destiné à financer des politiques actives d'emploi. Dans les provinces et les municipalités, en même temps, des services publics d'emploi seront créés pour administrer des programmes et appuyer la distribution d'emploi disponible.

Divers programmes d'emploi seront mis en marche, avec l'objectif de créer de l'emploi dans des régions urbaines et rurales en processus de dégradation socio-économique rapide¹⁹. Vers la fin de 1990 le *Programa Provincial de Emergencia de Empleo* (Programme Provincial d'Émergence de l'Emploi) de la province de Buenos Aires produit 1 283 contrats dans les municipalités de banlieue de Buenos Aires. En 1993 la province de Buenos Aires et le Ministère de Travail et Sécurité Sociale mettent en marche le *Programa Intensivo de Trabajo* (Programme Intensif de Travail), générant 11 672 contrats en 108 municipalités de la province. En 1995 le *Programa de Asistencia Solidaria* (Programme d'Assistance Solidaire) produit 11 736 contrats en 88 municipalités; tandis que le programme *Asistir* (Assister) produit 2 239 contrats. Tous ces programmes créeront de l'emploi temporaire en services d'infrastructure publique pour des embauchés selon des critères de focalisation territoriale (généralement dans des quartiers à hauts pourcentages de foyers pauvres). La remarquable progression de ces modalités d'embauche reflète aussi bien la croissante pénurie d'emploi urbain: moins de 1 500 emplois annuels entre 1990 et 1993, plus de 10 000 en 1993 et 1994, 14 000 en 1995.

En 1996 se mettront en route les deux programmes les plus compréhensifs en termes de création d'emploi transitoire. Le programme national *Trabajar – Servicios Comunitarios* (Travailler – Services Communautaires) et le programme provincial *Barrios Bonaerenses* (Quartiers de Buenos Aires). Le *Trabajar*, financé d'emblée par le Fonds National d'Emploi, puis étendu sur la base d'une ligne de crédit de la Banque Mondiale, a fourni autour de 3 300 emplois temporaires en 1996 et 40 000 entre 1997 et 1998, seulement dans la province de Buenos Aires. Il s'agit de contrats temporaires (deux mois, renouvelables sous certaines conditions), mi-temps, à très basse rémunération²⁰ qui financent la main d'oeuvre pour des projets associatifs développant de l'infrastructure ou des services locaux dans des quartiers défavorisés des banlieues des grandes villes, ou des régions rurales en crise d'insertion dans le nouveau modèle économique.

Le programme *Barrios Bonaerenses* ("quartiers de Buenos Aires") reproduit le programme *Trabajar* à l'échelle de la province de Buenos Aires²¹, mais sur une base strictement urbaine, et avec des salaires légèrement plus élevés. Le *Barrios* a comporté quelques 66 000 emplois (dont 55 000 dans les municipalités de banlieue de Buenos Aires)

¹⁹ L'information qui suit provient du PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO (PNUD) : *Programas de Empleo Transitorio. La experiencia de Barrios Bonaerenses. Aspectos conceptuales, metodológicos y operativos* ; Buenos Aires, Proyecto ARG 97/037, 1999.

²⁰ La disparition *de facto* du salaire minimum comme barème des rémunérations ne permet pas d'offrir un point de repère opérationnel. Mais il suffit de signaler que les U\$S 160 mensuels du contrat représentent la moitié du salaire minimum et à peu près d'un quart du salaire moyen de l'économie.

²¹ La province de Buenos Aires est la plus étendue du pays, en territoire et population, et comprend les districts de banlieue de la ville de Buenos Aires, où habite un quart de la population totale de l'Argentine, et où se trouve la plupart des foyers urbains pauvres du pays.

depuis juillet 1997. Les contrats s'octroient plus directement à des projets organisés par les municipalités de la province. Autour de la moitié des bénéficiaires de ces programmes sont des jeunes, hommes et femmes, généralement en charge de, ou collaborant avec le soutien économique du groupe familial. Malgré les régulations existantes, la plupart des embauchés combinent ce travail avec des modalités d'emploi informel.

Dans les deux programmes, autour de la moitié de la totalité de bénéficiaires sont des jeunes de moins de 30 ans, hommes et femmes en charge d'un foyer familial, seul critère additionnel à la focalisation par quartier pauvre que les programmes semblent admettre. Dans les deux programmes, aussi, la croissante importance du rôle municipal dans l'organisation et la distribution des contrats a comporté une forte politisation. Une grande partie des embauchés accomplissent, mises à part leurs tâches formelles, des fonctions politiques, surtout en conjoncture électorale, pour les partis gouvernant les municipalités: propagande, assistance à des manifestations, fonctions organisatives, etc. Ces fonctions "informelles" sont tout aussi obligatoires que celles formelles, comportant des systèmes de prix et de châtiments. La grande visibilité de cette politisation n'a pas provoqué, cependant, des mesures de contrôle plus fermes. Le *Partido Justicialista* (dénomination formelle du parti péroniste), gouvernant l'État national, la province de Buenos Aires, ainsi que la plupart des municipalités, en pleine conjoncture électorale (élections présidentielles et provinciales d'octobre 1999), a préféré de soutenir cette structure politique clientélaire, sans que l'opposition pour autant en fasse un sujet central du débat électoral.

Chez ces jeunes, hommes et femmes à statut d'insertion temporaire, qui font en général leur première expérience d'emploi, il est possible de relever d'une série de perceptions qui montrent l'impact des transformations du rôle de l'emploi en tant que vecteur d'intégration sociale. L'information qui suit provient d'un ensemble de 50 entrevues, sur la base d'un questionnaire sémi-ouvert, destiné à relever les impressions des bénéficiaires sur leurs expériences d'embauche temporaire dans les programmes *Trabajar* et *Barrios Bonaerenses*²². Sur les 25 entrevues des bénéficiaires du *Trabajar*, 9 bénéficiaires ont moins de 29 ans; tandis que sur les 24 entrevues du *Barrios Bonaerenses*, 6 bénéficiaires ont moins de 29 ans. Nos témoignages viennent donc d'un total de 15 entrevues, dont 10 hommes et 5 femmes. Quant au niveau atteint dans le système éducatif²³, 9 bénéficiaires ont suivi des études primaires sans les avoir complétés, 2 bénéficiaires ont complété les études primaires et 4 bénéficiaires suivent des études secondaires.

Tout d'abord se dessine une forte caractérisation de ce genre d'emploi comme emploi précaire, d'urgence, acceptable seulement de par le caractère grave de la

²² Il s'agit de 100 entrevues réalisées en septembre 1999 en quatre districts de la banlieue Nord-Ouest de Buenos Aires (Municipalités de José C. Paz, Malvinas Argentinas, Moreno et San Miguel) par l'équipe de recherche de Politique Sociale et Conditions de Vie de l'Instituto del Conurbano, Universidad Nacional de General Sarmiento. Sur cette centaine de cas, à peu près un quart concernent de jeunes de moins de 29 ans, généralement chargés du soutien de leurs groupes familiaux.

²³ Dans le système argentin l'école primaire comporte sept ans (pour les âgés de 6 à 12 ans) et l'école secondaire comporte cinq ans (pour les âgés de 13 à 17 ans), au bout desquels on accède aux études universitaires.

conjoncture socio-économique. Comme il est signalé ci-dessus, l'Argentine a pu développer, depuis les années 1940, un salariat complexe et compréhensif qui finira par représenter plus de 70 % de la population économiquement active. Ce salariat a suivi de près les modèles fordistes européens en termes de régulation contractuelle et protection sociale annexe aux statuts des salariés²⁴. De plus, sur le plan des représentations, l'accès au contrats de durée indéterminée à temps complet a modélé la perception argentine sur la nature du travail salarié comme moyen d'intégration sociale. Cette extension quantitative et cet ancrage dans les représentations collectives ont comme première conséquence que les contrats temporaires et la nature des tâches seront clairement perçus comme différents des modalités plus stables et complètes de mise au travail, même pour des jeunes sans expérience salariale préalable.

Les jeunes embauchés des programmes *Trabajar* et *Barrios Bonaerenses* reconnaissent cependant l'importance du travail comme le moyen d'une socialisation qui contribue à développer des capacités très génériques, à savoir le respect des horaires, d'une discipline collective, et de l'accomplissement d'une tâche en échange d'un salaire. Chez les plus âgés, ce phénomène se reproduit pour les femmes n'ayant jamais eu d'emploi formel ou informel, tandis qu'il apparaît comme resocialisation chez les chômeurs de longue durée. Donnée la nature des tâches, pourtant, cette socialisation reste la limite des capacités professionnelles que les bénéficiaires peuvent développer avec ces programmes²⁵. Les plus âgés, ayant des compétences de leurs anciennes insertions, notent souvent la sous-utilisation que les programmes font de leur savoir-faire. Les jeunes sont parfaitement conscients des limites du savoir-faire accessible par le biais du programme, et leur acceptation du programme se fonde presque exclusivement sur l'importance relative du salaire.

L'exiguïté de ce salaire²⁶, cependant, combinée avec la situation socio-économique très difficile, provoque des impressions critiques. Chez ceux qui partagent toujours le foyer familial on relève l'impression selon laquelle le salaire permet de continuer ses études, mais très difficilement sert à consolider le revenu familial. Cette situation place ces jeunes devant un choix complexe et souvent contradictoire entre la solidarité avec leur famille et l'investissement dans leur futur. Surtout car le revenu monétaire perçu ne permet pas de s'indépendiser complètement du foyer familial. Une partie importante des jeunes embauchés soulignent ainsi leur préférence pour un autre type de soutien public pouvant financer leur capacitation au lieu de rémunérer un travail de mi-temps avec un si timide impact sur les capacités professionnelles. Ces contradictions et ces demandes signalent, d'un autre point de vue, une importante subsistance de l'identification du processus d'éducation formelle avec l'augmentation relative de chances d'insertion en des emplois mieux rémunérés.

²⁴ Avec, bien entendu, des singularités organisationnelles qui renvoient aux modalités spécifiques dans lesquelles le "régime" fordiste argentin s'est historiquement dessiné. Voir HILLCOAT, Guillermo : "L'évolution du rapport salarial en accumulation intensive. L'expérience argentine" ; in *Problèmes d'Amérique latine*, no. 82 ; Paris, 1986.

²⁵ Ceci exclut les jeunes qui participent des projets de bâtiment, où l'on retrouve une formation avec un impact plus étendu sur leur "employabilité".

²⁶ Les embauchés du *Trabajar* perçoivent 160 U\$S par mois, tandis que ceux du *Barrios Bonaerenses* perçoivent U\$S 200 par mois.

Cet espoir devient mieux visible si l'on fait attention à la façon dont ces jeunes perçoivent la qualité de cet emploi temporaire. Pour la plupart, malgré l'inexistence d'une insertion de travail préalable, l'embauche dans ces programmes est clairement perçue comme une sortie conjoncturelle, impossible d'identifier avec un "véritable" emploi. Certes les programmes ne cachent guère leur nature assistancielle, les directeurs locaux insistant sur la qualité de "subside" des espèces reçues à manière de salaire. Mais on aurait pu croire que les effets de dix ans de chômage structurel seraient en train d'effacer la mémoire du modèle d'emploi fordiste (temps complet, durée indéterminée, protection sociale annexe), surtout chez des jeunes sans expérience d'emploi formel. Les jeunes embauchés du *Trabajar* et du *Barrios Bonaerenses* reproduisent le discours critique des plus âgés dans les mêmes programmes, suivant lequel le meilleur horizon possible est celui d'une meilleure formation professionnelle ouvrant la voie à des "vrais" emplois.

À la différence avec des plus âgés, cependant, les jeunes ne semblent pas souffrir avec la même intensité les effets d'auto-stigmatisation que les programmes souvent comportent. Les contrats sont perçus comme un moyen, immédiatement disponible, dont on ne peut se passer et dont il faut profiter "le temps que ça dure". Surtout car ces emplois paraissent comme des alternatives entre le non-emploi (formel ou informel) et des processus de criminalisation dont on parlera ci-dessous.

Dans cette caractérisation de "quasi-emploi" que les bénéficiaires font du contrat les effets de désagrégation de l'emploi se montrent avec plus de clarté. En effet, l'idée de stabilité et de protection sociale inhérente au fordisme se dissout au profit d'un "véritable" emploi perçu comme un travail *bien rémunéré*. Un clivage est repérable ici entre les jeunes qui viennent des familles où un chef a perdu son emploi stable, et ceux qui viennent des familles adaptées à une survie axée sur le travail à son compte ou l'emploi précaire et instable dans l'informel. Tandis que les premiers reproduisent une image quelque peu distordue, sorte de fantôme de l'ancien fordisme argentin (stabilité garantie, salaire protégé par l'action syndicale, bénéfices sociaux fournis par les organisations syndicales), les autres gardent l'espoir d'une mobilité sociale axée sur la recherche stratégique des positions mieux rémunérées, où que ce soit.

C'est naturellement le type d'horizon d'insertion sociale qui est en jeu. La nouvelle ambiance macroéconomique est perçue d'un côté comme un monde hostile, où "rien n'est donné", où trouver un travail apparaît comme une tâche difficile, souvent improbable, sûrement aléatoire. Cette perception a provoqué que plusieurs abandonnent leur recherche, comme le signalent nos bénéficiaires lorsqu'ils parlent d'autres jeunes issus du même milieu. L'appellation "ces autres" cache mal le recours à des voies alternatives illégales ou criminelles de promotion sociale, comme l'on verra ci-dessous.

Chez les jeunes travailleurs temporaires du *Trabajar* et du *Barrios Bonaerenses* il reste l'espoir de l'éducation formelle comme mode d'amélioration des outils dont ils compteront pour faire face à cette ambiance hostile du marché du travail. Il est clair cependant que les programmes ne représentent pas pour eux les moyens d'obtenir ces outils. En même temps, il est de plus en plus clair dans les témoignages que l'idée d'un travail vecteur d'insertion est remplacé par l'idée d'un travail moyen d'accès à la

consommation. En ce sens, les transformations du travail salarié des années 1990 se reflètent dans les horizons de vie des jeunes salariés temporaires.

3. Les jeunes en risque d'exclusion

Dans cette partie, je vais parler des représentations sociales que les jeunes qui ont commis des délits violents possèdent à propos du travail.

Voici tout d'abord un aperçu du profil sociodémographique des jeunes interrogés. Des 55 personnes que nous avons interrogées nous possédons les données complètes de 43. Quant à l'âge, d'un total de 43, 8 ont entre 13 et 16 ans, 17 entre 17 et 21, 6 entre 22 et 30 et le reste a plus de 31. C'est à dire que 55% est mineur (a moins de 21 ans).

Il y a en tout 7 femmes et 36 hommes. 35 personnes sont célibataires, 4 mariés et 4 séparés, seulement 7 ont des enfants. Pour ce qui est du niveau éducatif obtenu: 15 ont terminé l'école primaire, 12 l'ont commencé mais ne l'ont pas achevé, 12 n'ont pas terminé l'école secondaire (dont 3 y sont actuellement), et une personne a fini le second cycle. Le fait le plus marquant est que presque 30% n'a pas fini le premier cycle. Ce point est d'une grande importance car la couverture de l'école primaire est pratiquement universelle pour l'ensemble du territoire et pour des différents secteurs sociaux.

Si on considère le lieu de naissance, 24 d'entre eux sont nés dans la banlieue de Buenos Aires, 7 dans la ville même de Buenos Aires, 3 en province et 2 dans des pays limitrophes. Il s'agit donc d'une population d'origine urbaine et venant de Buenos Aires.

La plus grande partie d'entre eux a au moins travaillé une fois, aussi bien avant que pendant la période où ils commettaient les délits. Des 36 jeunes dont nous avons des informations, 11 ont un travail à l'époque où se réalise l'entretien. Mais cela ne signifie pas grand chose car beaucoup d'entre eux se trouvent, au moment de l'enquête, dans un internat ou en régime de liberté conditionnelle - situation rendant difficile leur insertion professionnelle. Il est cependant intéressant de remarquer que le monde du travail leur est familier: il ne s'agit non pas d'une population qui se consacre à part entière au délit mais qui est en réalité capable de le combiner avec le travail au même moment ou selon l'époque.

Il s'agit de métiers en général peu qualifiés, comme maçon, employé de commerce, baby sitter, femme de ménage, messenger, laveur de voiture, c'est à dire des travaux précaires qu'ont d'habitude les jeunes peu qualifiés. Il est intéressant d'observer comment évoluent les revenus du travail des interviewés. Ces derniers devaient noter les revenus moyens qu'ils avaient reçus au cours de leurs 3 derniers postes, au cas où ils avaient travaillé. Si on tient seulement compte des personnes qui ont effectivement eu 3 métiers, la moyenne passe de 400 \$ pour le premier travail, à 301 \$ pour le deuxième et 299 \$ pour le troisième²⁷. C'est à dire qu'on observe une forte tendance à la baisse des salaires lors des différents travaux, ce qui contraste avec le fait que normalement les salaires

²⁷ La monnaie argentine, le *peso*, équivaut à un dollar, soit environ 6 francs françaises. L'Argentine est à l'heure actuelle le pays le plus cher d'Amérique Latine. On peut considérer que le coût de la vie est un peu moins élevé, mais comparable, à celui de la France.

augmentent progressivement au fur et à mesure qu'on travaille.

Si on analyse l'ensemble des revenus des foyers (en excluant ceux des jeunes interrogés), il est intéressant d'observer que, à peu près la moitié d'entre eux se trouvent au dessus du seuil de pauvreté tandis que l'autre moitié au dessous.

Les trajectoires éducatives des jeunes interrogés se caractérisent par la désertion, les échecs scolaires, les mauvais résultats intellectuels y de discipline. De plus, si on tient compte que les adolescents pauvres se voient pressionnés pour travailler, les problèmes qu'ils connaissent à l'école annoncent une future désertion. Tout le monde semble d'accord sur les effets négatifs de la désertion. Mais il est intéressant de s'interroger sur la relation qui existe entre l'école et le délit. Apparemment même si l'école n'influence guère la genèse des conduites délictives, son fonctionnement tend sans aucun doute à favoriser ou à contrecarrer les tendances surgies au dehors d'elle. En effet la désertion érode le capital social des jeunes, fragilise leur intégration et le contrôle normatif. De plus, étant donné que l'école permet aux élèves d'intérioriser les normes sociales, la désertion provoquerait un manque de socialisation. D'un autre côté, une scolarité écourtée empêche une insertion laborale, encourageant ainsi la recherche de ressources de manière illégale.

Une des premières choses qu'on constate chez ces jeunes c'est le peu d'importance que joue l'école dans leur vie. Qu'ils y aillent ou pas, l'école n'est pas un sujet qui mérite chez eux une grande réflexion, une critique ou un souci. Tous ces jeunes ont cela en commun, plus que la désertion. Il existe tout au plus une relation purement instrumentale, c'est à dire que l'école est perçue comme nécessaire car s'ils n'ont aucun diplôme, il leur est impossible de se postuler à certains postes même s'il s'agit de métiers de très basse qualification comme *repositor* dans un supermarché ou vendeur dans un magasin. La vision instrumentale apparaît avec plus de force car le diplôme est perçu comme une condition indispensable, mais cela n'implique pas nécessairement que les connaissances leur permettent de réaliser les tâches à laquelle ils prétendent.

Même ceux qui ont redoublé plusieurs fois ne trouvent pas que l'école soit difficile. Le fait de redoubler reflète surtout leur manque d'intérêt. Apparemment l'échec scolaire n'entraînerait pas non plus des conséquences très importantes (même si cela pourrait être une justification du genre "la renarde et les raisins"). En fait l'école est une manière pour eux de tenter leur chance dans un monde où l'insertion est difficile et en même temps peu séduisante. Le manque d'intérêt pour l'école est plus le résultat d'une désarticulation de la relation moyens – fins produit d'un contexte normatif fragilisé que le produit d'un calcul rationnel coût-bénéfice (coût élevé pour un faible bénéfice) comme le montrent les travaux de R. Boudon.

Comment pouvons nous élucider les logiques d'action et de sens de ce que font ces jeunes?

On constate tout d'abord que les demandes de consommation de ces jeunes sont semblables à celles des jeunes qui proviennent des classes sociales plus élevées. Ils veulent des habits de marque, des chaussures de sport, de l'argent pour s'amuser et même dans certains cas voyager à l'intérieur du pays ou à l'étranger.

Cela ne fait que refléter l'homogénéité chaque fois plus grande des "styles de vie" qu'ont les jeunes citadins, influencés aussi bien par les mass medias que par l'augmentation du taux de scolarité. Il s'agit d'une génération qui, contrairement à celle de leurs grands parents et pour certains à celle de leurs parents, provient surtout de milieux urbains. Ils sont nés a Buenos Aires et partagent les mêmes codes de consommation que les classes moyennes. L.A. Romero²⁸ souligne que le péronisme n'a pas mis en place une culture ouvrière alternative à l'ordre bourgeois. Sa promesse consistait à rendre accesible aux masses ce qui jusqu'à présent était reservé aux élites. Sans aucun doute la promesse d'y accéder grâce au travail salarié s'est dissipée mais en ce qui concerne les objectifs culturels on observe tout autre chose. Ce n'est pas par hasard qu'on utilise ici ce concept, propre a la théorie de l'anomie de Merton. Sans prétendre le reduire à un tel schema, on ne peut évidemment nier le déphasage qui existe entre les objectifs culturels et les moyens légitimes auxquels ces jeunes peuvent avoir accès. .

Mais surtout, ils veulent obtenir sur le moment ce qu'ils désirent. Cette caractéristique, typique chez les adolescents, est particulièrement importante chez ces jeunes car pour obtenir ce qu'ils désirent ils doivent enfreindre la loi. Il est fondamental de comprendre ici l'*immédiatisme* pour expliquer les délits contre la propriété. En effet, voler semble être le seul moyen par lequel ils peuvent satisfaire immédiatement leurs besoins. On a fait parler de la différente "capacité de différer les gratifications" en tant que un clivage entre ceux qui ont la possibilité de poursuivre les chemins institutionnels pour y arriver et les autres qui ne les suivent pas. Mais ils ne peuvent envisager comme des options le travail, le fait de pouvoir économiser, de demander directement aux parents. C'est pour cette raison qu'il n'est même pas pensable de "différer la gratification" car celle-ci ne peut s'esquisser comme une possibilité future.

Les logiques d'action se construisent à travers l'interaction entre les individus et la structure d'occasions dans lesquelles ils se trouvent. C'est pour comprendre la relation au délit, qu'il faut élucider la lecture qu'ils se font des occasions les plus légitimes, de l'insertion dans le monde du travail. Ces jeunes ont pleinement conscience que leurs chances de travailler se bornent à des emplois précaires et instables. Ils ont en face d'eux un horizon de précarité de longue durée. Mais ce qui est peut être encore plus nuisible que les faibles revenus actuels d'un éventuel travail c'est la difficulté même d'envisager une carrière professionnelle caractérisée par la mobilité sociale. Sans cacher son amertume un jeune nous disait: *Qu'est ce que tu crois que je peux attendre? Tout au plus, un petit boulot de 180 pesos pour 3 mois. Apres rien pendant un certain temps. Un autre boulot de 180 pesos, 200 pesos pour un temps. Apres rien à nouveau et comme ça pour toujours.*"

Ils s'imaginent – dans le meilleur des cas – une carrière professionnelle composée d'une serie de postes de basse qualification et de faibles revenus, tous instables, entrecoupés de périodes de chômage. Le fait de perdre tout espoir de suivre une carrière professionnelle de promotion, les condamne d'avance - justement parce qu'ils sont peu qualifiés - aux pires postes de travail. C'est la raison pour laquelle il est impossible pour

²⁸ ROMERO, L.A., "Participación política y democracia. 1880-1984", in GUTIERREZ L. et ROMERO, L.A., *Sectores populares. Cultura y política*, Buenos Aires: Sudamericana, 1995.

eux de rêver à une mobilité ascendante. La seule chose qu'ils puissent désirer avec légitimité c'est simplement de survivre.

Un tel horizon est lourd de conséquences dans la vie de ces jeunes. Le passage à un monde du travail stable marquait une rupture fondamentale: de l'école au travail, de l'adolescence au monde adulte. Les temps quotidiens, les cycles vitaux, les stratégies de distinction chez les secteurs populaires étaient structurés autour de l'insertion dans le marché du travail stable. Une fois que le travail cesse d'être une frontière évidente, qui marque clairement les différences, apparaît tout un ensemble de limites, un réseau de sens associé au travail qui lui aussi est en crise.

Les changements culturels qui permettraient de s'adapter "pacifiquement" aux transformations du travail sont compliqués. On exige beaucoup pour obtenir bien peu: peu d'argent, peu de sécurité, peu de chance d'avoir des projets pour le futur. L'instabilité laborale en tant que règle exige un type de discipline particulier: l'acceptation du court terme et de l'inécurité. Une discipline dépourvue de toute contrainte temporelle, sans modèle visible, sans aucun type de cadre protecteur n'est qu'une pure soumission à la logique de la nécessité et, comme nous l'avons déjà vu, l'univers culturel de ces jeunes est beaucoup plus complexe.

Enfin l'expérience quotidienne de ces jeunes montre qu'il n'existe pas une frontière précise entre ce qui est légal et illégal. Cependant affirmerait-on par hasard que ces jeunes méconnaissent totalement la loi? La conformation d'un système de classification qui inverse – à leur avantage – l'attribution de ce qui est légal et de ce qui est illégal en rigueur dans la société. Il semble que non. On pourrait plutôt dire que ces jeunes disposent d'une réserve d'actions. Le "péage", "l'agression", la menace, le vol et le travail sont des ressources légitimes. On choisit en alternance une ou bien l'autre, selon les occasions y les possibilités du moment.

"Tu as besoin du fric. Tu cherches du travail, s'il n'y en a pas, tu vas voler". Cette affirmation candidement dépourvue de cynisme chez le jeune reflète fort bien leur situation. Ils sont condamnés à être des individus, et plus spécialement à prendre entièrement en charge. Sans pouvoir compter sur leur famille ni sur les institutions, et sans cadre collectif, l'individu se voit fortement contraint. C'est sur son corps, la seule chose qu'il possède, que repose la responsabilité de satisfaire ses besoins. Cela les amène à tout risquer. La solution à leurs besoins retombe exclusivement sur leur corps, les oblige à se jouer entièrement. Ce n'est pas la force de travail de l'ouvrier qui se mercantilise mais le corps en tant que tel qui se joue dans une action précise.

Dans le domaine du public, cet individualisme négatif est accompagné d'une forte *dépolitisation*; celle-ci peut être comprise comme l'absence imaginaire de toute influence du domaine public sur leur vie. De la même manière que leurs parents ne peuvent les aider à satisfaire leurs besoins, ils ne s'imaginent pas non plus demander de l'aide à une instance extérieure. Ils ne peuvent rien attendre de personne et, ce qui est le plus étonnant, cela ne provoque en eux aucun sentiment, pas même la colère. Cette colère que F Dubet²⁹

²⁹ DUBET, F., *La galère, jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.

retrouve chez les jeunes qui vivent dans des conditions semblables dans les banlieues françaises. Pour Dubet, la colère exprime la révolte face à une domination dont on ne détecte ni des principes legitimants ni un visage reconnaissable. Chez ces jeunes on n'aperçoit pas les traces de la domination. Il n'y a aucune catégorie collective qui comprenne un aspect de domination.

La précarité institutionnelle fragilise la relation imaginaire avec l'Etat. Il faut, pour pouvoir exprimer la plainte envers quelqu'un, pour l'accuser de ne pas remplir ses obligations, lui adjoindre avant tout la compétence et la responsabilité en la matière. C'est comme si le fait de déresponsabiliser l'Etat de son destin se serait naturalisé. Le travail de terrain sur la nouvelle pauvreté réalisé entre 1992 et 1994³⁰ fait référence à la mobilité intergénérationnelle ascendante des générations précédentes. Les nouveaux pauvres gardent le souvenir d'un passé meilleur et ont à la fois l'espoir - peut être jamais réalisé- d'un futur de progrès. Mais ces jeunes ignorent cela, certainement parce que leurs parents connaissent déjà l'insertion précaire dans le monde du travail. La moyenne d'âge des parents ne dépasse pas les 40 ans. Eux mêmes ont connu une insertion professionnelle caractérisée en général par la précarisation et l'instabilité.

Mais un autre point marque clairement la différence avec la Galère des jeunes français. Leur monde est gris, et leurs actions violentes, en général vandaliques sont le signe d'une violence qui s'exprime face au gris des banlieues. Les récits de ces jeunes sont aussi marqués par des ruptures, des expulsions, des tons gris en général. Mais la seule chose étonnante de leurs récits, c'est lorsqu'ils décrivent les délits. Une véritable rupture face aux tons gris quotidiens. Leurs descriptions ressemblent à des passages de feuilletons, elles contiennent des scènes détaillées dans lesquelles ils occupent pour la première fois le rôle des personnages principaux. Peur, sueur froide, adrénaline, vitesse, tout se joue dans ces scènes en continue où les tensions naissent et se résolvent au même instant. On se doute que bien souvent ils mentent ou exagèrent, surtout lorsqu'ils décrivent leurs prouesses physiques, mais qu'importe, cela est la preuve de la sensualité des expériences qu'il ne faut pas écarter lorsque on analyse le sens de ces actions.

CONCLUSION

Quels ont été les traits spécifiques de la crise du monde du travail en Argentine, si l'on tâche de faire une comparaison avec le cas français ? C'est évident que cette crise n'est point exclusive de l'Argentine. Le processus de restructuration accélérée, accompagné de hauts taux de chômage, d'une crise généralisée des divers variants de l'Etat-providence et de l'augmentation des formes d'exclusion sociale, a suscité en cette fin de siècle, une importante production sociologique en France. Des auteurs comme Robert Castel, Jacques

³⁰ MINUJIN, A. et KESSLER, G., *La nueva pobreza*, op. cit., y Kessler, G. 1998, *Le processus de paupérisation de la classe moyenne argentine, (1986-1995)*, Thèse de Doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1998.

Donzelot et Pierre Rosanvallon³¹, pour ne citer que quelques-uns, coïncident en ce qu'une disjonction entre les sphères de l'économie et du social serait en train de donner naissance à une "nouvelle question sociale".

Lesdits auteurs réfléchissent sur une des questions centrales de notre temps, à savoir les périls de fractures sociales, ou la perte croissante de cohésion dans des sociétés complexes qui se trouvent face à ces processus de changement. C'est pourquoi la question sociale réapparaît aujourd'hui, dans les mots de Castel, comme "*une aporie fondamentale sur laquelle une société expérimente l'énigme de sa cohésion et tente de conjurer le risque de sa fracture*"³².

C'est précisément Castel qui propose de développer une hypothèse historique générale sur "*la complémentarité entre ce qui se passe sur une axe d'intégration par le travail – emploi stable, emploi précaire, expulsion de l'emploi – et la densité de l'inscription relationnelle dans des réseaux familiaux et de sociabilité – insertion relationnelle forte, fragilité relationnelle, isolement social*"³³. Il existeraient ainsi des différentes "zones" de cohésion sociale allant de l'intégration à la désaffiliation et passant aujourd'hui par une zone de vulnérabilité en pleine expansion.

Le cas argentin peut être vu comme un laboratoire des conséquences sociales de la désarticulation d'une société salariale. L'insertion des jeunes incarne très particulièrement ces mutations, puisque ceux-là tentent de s'insérer dans un monde du travail qui ne semble qu'offrir diverses degrés de vulnérabilité. Les trois groupes étudiés ont en commun un présent et un futur d'insertion dans le travail signés, au mieux, par le sceaux de l'instabilité. Mais les conséquences pour les uns et pour les autres est différente.

Pour ceux qui se débattent entre l'intégration et la vulnérabilité, même si les cadres de protection objective restent, avec certaines limitations, cela ne suffit pas pour structurer une identité individuelle qui se présentait auparavant comme le prolongement d'une identité sociale. L'avancée de l'individualisme positif pendant les dernières décennies a permis un effet de vases communicants: lorsque la composante sociale de leur identité se voit menacée par la précarisation des cadres protecteurs, c'est le vecteur le plus individualiste de l'identité celui qui permet la structuration. L'Argentine montre ainsi une certaine autonomie des composantes identitaires, tellement que la crise du vecteur social non seulement laisse inattaqué l'individualisme positif, mais va jusqu'à même le renforcer. Ceci dit, on parle ici d'un cas étudié où, à côté de la précarisation, survivent des cadres objectifs de protection qui se manifestent parfois comme réalité, parfois comme des traces du passé ou des promesses futures.

Pour les bénéficiaires de programmes d'insertion, qui se débattent entre la vulnérabilité et l'exclusion, le processus est différent. Ils demandent tout d'abord une

³¹ CASTEL, R., *La métamorphoses de la question sociale*, op.cit.; DONZELOT, J. *L'Invention du social*, Paris, Ed. du Seuil, 1994, et ROSANVALLON, P., *La nouvelle question sociale*, Ed. du Seuil, 1995.

³² CASTEL, R., *Les métamorphoses...*; op.cit.; p. 18.

³³ Idem p. 414.

insertion de travail stable, ce qui rend compte de la subsistance d'un imaginaire de l'intégration, même parmi des groupes qui ont objectivement peu de possibilités d'accéder aux vestiges de l'ancien modèle. Il y a là une sorte d'hystérésis, entendue comme le décalage entre "espoir subjectif" et "probabilité objective". Cette hystérésis conduit vers une mise en suspense de l'identité individuelle, en la reportant sur l'obtention future d'une insertion stable. Ce même espoir est pourtant ce qui, malgré eux, leur permet de structurer dans leur imaginaire une identité présente, axée sur une conscience relative de la difficulté d'accéder à cette insertion. La seule identité pensable apparaît ainsi comme une identité improbable, tandis que l'identité refusée apparaît comme identité réelle.

Pour les jeunes exclus, finalement, les cadres protecteurs du passé n'existent plus, ni dans une dimension réelle ni dans une dimension symbolique. Le modèle "national-populaire" n'a laissé des traces dans leurs consciences, comme s'il n'avait jamais existé. Mais ceci ne leur conduit guère à accepter une structure d'opportunités – incapable de leur franchir l'accès à des modes de consommation désirés – face à laquelle ils ne ressentent que mépris, ils ne manifestent que dédain. Ces jeunes sont l'exemple le plus criant des aléas de l'individualisme négatif : lorsque les cadres protecteurs disparaissent totalement, ce n'est pas tant l'impossibilité de construire une identité, mais la construction d'une qui se place contre les mécanismes de régulation sociale, anéantissant toute possibilité d'intégration future.